

PARIS MATCH

ADSAV BREIZH



Alexis Gourvennec qui a révolutionné le marché des primeurs, Jean-Maurice Besnard qui se bat pour la pêche moderne, Alan Stivell qui chante le passé de la Bretagne et son avenir, et même les colleurs d'affiches contestataires, tous témoignent que la Bretagne s'est réveillée d'un long sommeil.

●●●●● Chez les paysans, les marins et les chanteurs des festou-noz, nos reporters ont enquêté sur le renouveau breton ●●●●● Sommaire p. 35.

N° 14 37 15 MAI 1976 5F ALGERIE 4 Dn MAROC 4,50 Dh TUNISIE 5,50 Dh LIGUE 42 FB ITALIE 800 LIRE SUISSE 57 Fc ESP. 70 PTAS/GR.-BR. 80 P./ALL. 3,50 DM CANADA 3 \$ N. 1,30 SÉNÉGAL 350 F CFA. PHOTOS : TESSEYRE, SAUER, AZOULAY.



La Bretagne a changé plus vite, dans les quinze dernières années qu'en un siècle. Elle bat le record du nombre de bacheliers dans l'hexagone et le courant d'émigration s'inverse

REGIONS

C'EST LE RENOUVEAU BRETON

« Sau ! Breiz - Izel - bro hemp par ! »
 « Debout ! Bretagne, terre incomparable. » Le vieux chant orgueilleux venu du fond des siècles, chant d'un vieux rêve toujours déçu, voilà qu'il peut résonner aujourd'hui dans toute sa fierté : c'est que, dans les derniers mois, a été révélé un grand événement qui a été célébré trop discrètement alors qu'il marque un tournant sans doute décisif de l'histoire de la Bretagne. L'événement est la statistique qui apporte une première estimation du recensement de 1975. Il annonce le renversement très net du courant de dépeuplement qui se développait depuis près d'un siècle. Pour la première fois, ce que les statisticiens appellent dans leur jargon le solde migratoire est largement positif : les arrivées marquent un excédent de trente-neuf mille sur les départs, et non seulement les nouveaux arrivants parmi lesquels des cadres et des techniciens sont de qualité, mais la Bretagne retrouve à quelques milliers d'habitants près son plus haut niveau démographique, celui de 1911, quand elle comptait deux millions six cent mille habitants. La statistique apporte une autre révélation peut-être plus importante encore : elle constate que le taux de scolarisation en classe de sixième et dans l'ensemble des lycées et collèges est supérieur à la moyenne française. La Bretagne va battre le record national du nombre des bacheliers et, à ce rythme, est en passe de devenir la région la plus intelligente de France.

Becassine c'est fini, comme est finie la vieille humiliation d'une Bretagne considérée comme la petite dernière de la classe, la mal-aimée, la sacrifiée, celle à qui on avait mis le bonnet d'âne.
 À travers les chiffres de la statistique, c'est le résultat d'une révolution invisible qui éclate au grand jour. Elle a cheminé près de trente ans comme chemine la sève dans un arbre lié par l'hiver. On n'y voyait que branches à demi-mortes. Et voici soudain le printemps, un printemps joyeux : il n'y a jamais eu tant de chanteurs en Bretagne



Pierre Jakez Helias (62 ans) devient avec 350 000 exemplaires du « Cheval d'orgueil » qui chante le pays Bigouden, un best-seller national.

pour le chanter en breton comme Alan Stivell sur la harpe celtique et l'on danse breton dans les campagnes au son de la bombarde, du biniou et de la vielle, cependant que triomphe depuis des mois dans les librairies, « le Cheval d'orgueil », de Pierre Jakez Helias, professeur de breton et ex-créateur en chef du journal du mouvement de libération. Né au pays Bigouden, Helias raconte ses souvenirs d'enfance et de jeunesse (comme le firent avant lui quelques autres Bretons célèbres qui finirent à l'Académie française) et décrit comme un âge d'or un passé de pauvreté. Pour un homme proche du couchant — Helias est né en 1914 — quoi de plus beau que le temps où la vie lui paraissait un trésor inépuisable ? Mais « le Cheval d'orgueil » a le grand mérite de ressusciter, fût-ce embellie par le souvenir, la Bretagne dont on

ne parlait jamais qu'à l'heure de ses mécontentements ou de ses révoltes, la vraie Bretagne, celle de la terre.
 Rien n'a plus nuit à la Bretagne que les légendes dont elle est entourée et qui, inexorablement, en travestissaient les apparences ou la dérobaient aux regards. À l'Aber Wrach, alors que le soleil est encore haut dans le ciel, il n'est pas rare, en plein été, qu'une brume saée et épaisse monte de l'océan, efface les couleurs, étouffe les sons, et vous enferme soudain dans un théâtre d'ombres alors que sonne, lugubre, au loin, la corne de brume. C'est la Bretagne de la cathédrale engloutie, de la ville d'Ys perdue au fond des eaux, la Bretagne de la fatalité.
 « Paris nous ignore, Paris nous néglige, Paris fait comme si nous n'existions pas. » Ces mots reviennent comme une complainte tout au long de ces cinquante dernières années. Ils ont été sur les lèvres de tous ces Bretons qui aiment la France, comme un cri d'amour déçu au-delà duquel n'existerait plus que les désespoirs de l'indifférence. Paris ne répond pas, parce qu'il n'a vu longtemps la Bretagne qu'à travers les brumes de l'Aber Wrach ou les récits glorieux de Pierre Loti sur les pêcheurs dont le destin est de mourir en mer.
 Car pour les Français, la Bretagne était le pays de la mer, celui où l'on recrute ses marins, et qu'on a beaucoup honoré en lui confiant la forteresse de Brest, refuge profond contre les entreprises anglaises au cours de cette guerre de plusieurs fois cent ans qui a opposé pour une affaire d'héritage les rois de France et d'Angleterre.
 Le malheur est qu'il n'y a en Bretagne que 19 000 pêcheurs et conchyliculteurs, que leur nombre diminue sans cesse, que la mer ne fait vivre que cinquante mille Bretons sur deux millions six cent mille, à tout compter un Breton sur cinquante-deux. Le sud de la Bretagne, grâce à la modernisation de sa flotte, fournit cinquante pour cent de la

La classe de breton : son enseignement est facultatif dans les facultés, lycées et C.e.g. Ici, dans un C.e.s. de Brest, M. Lemercier et ses élèves.



RELIGION

Bientôt la plupart des pêcheurs seront remplacés par des éleveurs de poissons, agriculteurs de la mer

pêche française avec environ 46 000 marins et employés à terre. Jusqu'en 1974, les marins gagnèrent bien leur vie : pour cent (les marins un et demi pour cent) sur la vente nette, ce qui lui assurait bon an, mal an de 120 000 à 150 000 F. Mais, depuis 1974, tandis que le gas-oil augmentait de 400 %, les recettes baissaient de 20 à 25 %. Il faut faire face, en effet, à deux concurrentes : celle du Marché commun où le poisson français circule librement moyennant un droit de 10 à 15 % et celle du surpêche qui gagne lentement du terrain. Le gouvernement a paré au plus pressé en subventionnant le gas-oil, mais pour le pêcheur le ciel reste à la tempête. Chaque nation porte de plus en plus loin la limite de ses eaux territoriales pour les interdire aux étrangers et les flottes industrielles russes ou japonaises effectuent en haute mer de sérieux prélèvements dans les profondeurs où l'on se dispute de nouvelles espèces comme le lieu noir ou l'églefin qui prennent la relève des poissons nobles en voie d'épuisement sur les fonds côtiers. Déjà, il faut prévoir la reconversion des pêcheurs en cultivateur de la mer — on dit aquaculteurs. Grâce au Centre national pour l'exploitation des océans, implanté à Brest, la France ne sera pas, comme souvent, en retard d'une bataille. Une quinzaine de sites favorables à l'aquaculture ont été répertoriés en Bretagne et l'heure approche où l'élevage du poisson sera rentable. Ce jour-là, sera définitivement dissipée une des légendes qui, tout en célébrant le courage et l'antériorité des Bretons, ont en réalité largement retardé l'essor économique de leur pays.

Il est vrai que bien d'autres légendes et des amoncellements d'idées fausses y ont également contribué. Quand on relit le rapport du C.e.I.l.b. (Comité d'études et de liaison des intérêts bretons) de 1970, on ne peut qu'être étonné par ses réticences, même si elles ne sont souvent que des prudenances politiciennes, mais on ressent comme un manque profond d'optimisme en l'avenir, et, en définitive, comme un manque de confiance en soi. Les pages consacrées à l'agriculture en sont une bonne illustration ; on y redoute par exemple que le dépeuplement des campagnes n'y permette pas le renouvellement de la population active. En vérité, l'agriculture bre-

tonne traverse une fantastique mutation... Elle était au lendemain de la guerre si morcelée et si pauvre qu'elle semblait pour toujours condamner les paysans à la misère. On gardait l'image, certes charmante, de genêts en fleurs, cependant que les terrains granitiques étaient, croyait-on, irrémédiablement voués aux rendements médiocres. L'utilisation moderne des engrais, et notamment des engrais azotés, pouvait bouleverser les rendements, mais qui s'en souciait ? Qui imaginait que la superficie des terres labourables atteint ici le pourcentage remarquable de cinquante pour cent alors qu'il n'est que de trente-cinq pour cent pour l'ensemble de la France, tout en assurant le même pourcentage de pâtures — et le reste de la France ignore, lui, le Gulf-Stream qui égalise la température, et ces multiples crachins qui persistent contre les sécheresses meurtrières.

Mais cette agriculture, en réalisant de beaux dieux, était parasitée par le vieillissement et l'accumulation des hommes à la terre. On y comptait au lendemain de la guerre



Guy et Marie-Thérèse Botsau ont fondé une coopérative de « paysans travailleurs ». Ce mouvement prêche la propriété collective de la terre.

près de 650 000 hommes sur une population active d'environ 1 100 000. Ils étaient 541 000 en 1954. Ils ne sont plus que 235 000 en 1975. Trois personnes sur cinq travaillaient à la terre ; il n'en reste plus qu'une seule et le rendement est meilleur. Beaucoup de Bretons ont déploré la migration. Loin d'être un handicap, cette migration a été un bienfait. C'est elle qui, respectant d'ailleurs le droit d'aînesse, a rendu possible la modernisation agricole. A cela s'est ajoutée la prise de conscience, il y a une quinzaine d'années, d'un groupe de jeunes hommes. Ils n'avaient guère plus de vingt ans et venaient tous de la J.a.e. (Jeunesse agricole catholique) ; parmi eux, se trouvait Alexis Gourvenec qui devint, peu après, s'illustrer en prenant d'assaut la préfecture de Morlaix. Ces jeunes hommes, en même temps qu'ils organisaient

le syndicalisme agricole en armée de choc, brûlèrent les étapes. On s'efforça de regrouper les terres, non souvent sans drames et l'on arasa quelques centaines de kilomètres de talus et non sans déboires. Qu'importe, aujourd'hui les résultats sont là. Avec six pour cent du territoire agricole utile français, la Bretagne fournit — chiffres de 1972 — neuf pour cent de la production agricole et quatorze pour cent de la production animale ; le cheptel porcin a augmenté de quatre-vingt dix pour cent en dix ans, le bovin de cinquante-cinq pour cent. Et elle est de loin la première région avicole française avec vingt-cinq pour cent des poulets, soixante pour cent des dindes, vingt pour cent des œufs ! Elle est encore la première pour les veaux de lait, les pommes de terre, les choux-fleurs, les artichauts, les haricots. Pardon pour tous ces chiffres, mais ils ont leur lyrisme. Ils chantent le renouveau de la Bretagne agricole qui, avant 1980, dépassera le niveau moyen de l'agriculture française. Encore faudrait-il ajouter à ce bilan, tous les cadets des agriculteurs bretons qui, grâce à leur migration dans le sud-ouest de la France, ont colonisé des terres à demi abandonnées et les ont rendues à la fertilité.

Ce qui a été réalisé pour l'industrie est presque aussi exemplaire à ceci près que l'évolution est plus rapide, mais n'en est encore qu'à sa première étape. L'industrie n'improvise pas ; il faut du temps pour construire les infrastructures, du temps encore pour former les hommes. Le redémarrage industriel commença par un coup spectaculaire qui, en quelques mois, fit à la Bretagne une publicité mondiale. Il est dû à un polytechnicien, ne s'appelle pas Lannion et s'appelle Pierre Marzin. Marzin était au ministère des P.T.I. ingénieur général des Télécommunications, quand fut étudié le transfert en province du C.n.e.t., le Centre national d'études des Télécommunications. On proposa Grenoble, il proposa Lannion. « Ce fut, se souvient-il aujourd'hui, une bataille de quinze ans, mais mon obstination de Breton m'a servi, j'ai obtenu Lannion ». Le Centre occupe maintenant trente-cinq personnes, dont cent polytechniciens et quatre à cinq cents autres ingénieurs des autres grandes écoles. Lannion se mourait. Le C.n.e.t. lui a rendu la vitalité ; la population de la ville et de ses alentours est passée de 6 000 à 20 000 habitants.

Ainsi, la Bretagne a sauté brusquement d'une industrie sommeillante à l'avant-garde de la recherche ; dans les quatre départements, les industries de télécommunications essaiment. Et la promotion sociale fit un grand pas en avant : « Je re-trouvais, dit Pierre Marzin, telle jeune paysanne, habillée d'une blouse assemblée et garnie de blanc, que j'avais rencontrée trois mois plus tôt patacoisant dans

◀ Vedettes du disque et des festou-noz (fêtes et bals de village), les sœurs Goadec, trois paysannes de Carhaix, sont la révélation du renouveau breton

RÉGIONS

Un réseau routier désastreux rendait le transport Brest-Paris plus cher que Brest-Hambourg

fumier d'une cour de ferme. » Il y eut encore que les Télécommunications — Marzin en étant alors le directeur général — firent à la Bretagne un cadeau somptueux avec le centre de Pleumeur-Bodou dont le radôme blanc s'épanouit à dix kilomètres à vol d'oiseau du menhir de l'île d'Aval. Là se trouve, dit-on, le tombeau où repose sur un lit d'or le roi Arthur, roi légendaire des chevaliers de la Table ronde et de la quête du Saint-Gréal. Pleumeur-Bodou, qui est à l'écoute des satellites de télécommunications, avec ses sept cent cinquante circuits simultanés, travaille avec le monde entier et, qui plus est, il est rentable. Pour la nouvelle industrie bretonne, quelle merveilleuse publicité : d'autant que le radôme se construisait vers 1961 au moment même où le nouvel essor industriel fait sentir ses premiers effets.

En 1962, il y avait en Bretagne deux cent vingt et un mille emplois industriels ; on en compte trois cents sept mille en 1974, c'est-à-dire que leur nombre a dépassé celui des emplois agricoles. L'augmentation se chiffre en douze ans par près de quarante pour cent.

Au début, l'industrie restait dépendante des ressources naturelles agricoles et maritimes et des besoins de la construction ; aujourd'hui, Citroën est à Rennes, la Thomson et les grands de l'électronique à Lannion, Brest et Rennes ; Michelin à Vannes. Au début, l'expansion provenait à quatre-vingts pour cent des entreprises, fortement encouragées à se décentraliser ; aujourd'hui, le relais est de plus en plus assuré par les entreprises régionales. Tout s'est passé comme si Paris, grâce à la Datar, avait placé une greffe sur cette plante languissante qu'était l'industrie bretonne. La greffe a pris et elle porte déjà des fruits et alors qu'on l'estimait très fragile, elle a assez bien supporté la crise malgré 45 000 chômeurs et la détresse de l'industrie de la chaussure à Fougères.

Un premier pari a été pris et gagné. D'autres suivront, mais quelles que soient les difficultés encore à surmonter, il en est au moins une qui va disparaître, et non des moindres. La Bretagne avait, avec le Massif central, le triste privilège de posséder le plus mauvais réseau routier de France, elle possèdera dans trois ou quatre ans l'un des meilleurs.

Rien n'aura été longtemps plus scandaleux que l'indifférence du pouvoir central



Stivell à 10 ans (g.) s'initiait à la bombarde.



Dans un café de Langonnet, le chanteur et son équipe travaillent à leur revue bimensuelle en breton et en français.



La gloire. Les « fans » blondes se battent pour ses autographes. Chacun de ses disques : plus de 300 000 ex.



La gloire. Les « fans » blondes se battent pour ses autographes. Chacun de ses disques : plus de 300 000 ex.

SUR LA HARPE CELTIQUE médiévale construite par son père le luthier Jord Cochevelou, Alain A l'image de l'Américain Bob Dylan qui a fait connaître au monde la musique populaire des U.S. s'inscrit, il mélange des instruments déuets, biniou, bombarde, dulcimer, tambour, avec



Il habite à Keriazen une vieille ferme sans téléphone.

Stivell chante la Bretagne et édite sa propre revue. s.a., il se veut le chantre de la culture celtique. Mu- la batterie, l'orgue et la guitare électrique.

envers les communications bretonnes. Brest est plus proche de Paris que Marseille, il en paraît deux fois plus éloigné. Loin de vivifier la Bretagne en la traversant, le chemin de fer déjà l'avait couronné comme si ne comptait que la desserte de quelques villes côtières. Le centre de la Bretagne n'eut droit qu'à un fortillard à voie étroite, qui obligeait à des transbordements onéreux : « A cause des transports supplémentaires, me disait déjà Gourvenne, il y a une douzaine d'années, nous payons tout plus cher, et nous vendons tout moins cher. » Quant aux routes du centre, elles avaient pris la succession des anciens chemins charretiers et n'étaient guère mieux entretenues. Quand elles l'étaient. C'était le temps où la France se vantait de posséder les meilleures routes d'Europe. Les communications intérieures ont été longtemps si désastreuses que les transports étaient moins coûteux de Brest à Hambourg que de Brest à Paris. Quand vint l'avènement des autoroutes, la même erreur fut commise. Les défenseurs des intérêts acquis firent en sorte qu'on construisit des autoroutes là où les routes étaient les meilleures et les chemins de fer les plus denses. De Gaulle, homme des grands desseins, a, lui-même, raté l'occasion de construire deux autoroutes gauliennes (et gratuites) vers les deux régions les plus défavorisées, l'une jusqu'à Brest, l'autre à travers le Massif central. Elles eussent favorisé la décentralisation, réduit la durée et le coût des transports et enfin contribué à la création d'activités nouvelles dans des pays menacés de dépeuplement. A défaut de cette liaison spectaculaire, un « plan routier breton » engagé en 1969 et réalisé aux deux tiers, crée, ou à peu près, va créer mille deux cent quatre-vingt-quatre kilomètres de voies nouvelles ou renouées et sera relié avant 1980 à l'autoroute qui, enfin, atteindra Rennes.

Le nouvel esprit pionnier qui anime les Bretons s'est aussi traduit, à travers les contributions des chambres de commerce, par l'essor du transport aérien. Sept villes de Bretagne sont reliées à Paris par lignes régulières et le nombre des passagers transportés est passé, en quinze ans, de 75 000 à 332 000. Quant au réseau de télécommunications, il est déjà l'un des plus modernes de France, qu'il s'agisse des réseaux hertziens de transmission, à grande vitesse, ou du téléphone totalement automatisé. Dans la ville de Lannion — technique obligée — un central électronique extrêmement perfectionné, permet, entre autres raffinement, qu'un abonné dont la ligne est occupée soit automatiquement rappelé quand il a cessé sa communication. Le désenclavement de la Bretagne, le fait qu'elle ne soit plus qu'à une heure de Paris

par avion, de trois à cinq heures par le train ou l'autoroute, modifiera les données de ce qu'on appelle le problème breton, et changera le climat des exigences autonomistes à défaut de les supprimer. La transformation sociale et celle des esprits vont de pair avec la transformation économique. Pendant des années, encadrés par leur clergé dont l'emprise n'avait jamais été mise en cause depuis des siècles, les Bretons envoyaient au Parlement des élus conservateurs. L'élevation du niveau de vie et l'urbanisation, joint d'apaisés la revendication, dans un premier temps au contraire l'exaspèrent. Déjà la gauche a effectué une percée électorale. Mais plus que le fait politique, le fait religieux est significatif. « Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale — explique le père François Marie le Quémeur, attaché à la mission bretonne de Paris — le prêtre qui était le plus instruit du village, jouait le rôle du notable. Tout cela est très modifié. Les Bretons qui viennent à Paris n'ont plus la foi, et ceux de la campagne guère plus. » Ayant longtemps contrôlé l'enseignement, les recteurs (c'est ainsi qu'on appelle le curé en pays bretonnant) sont à l'origine de la remarquable réussite des mouvements d'action catholique et notamment de la J.A.C. (Jeunes agricoles) d'où sont issus la plupart des syndicalistes et des leaders paysans. Ce sont eux, à travers les patronages qui ont relancé les cercles folkloriques, et assure la survie des chant folkloriques. Mais, bien que cinquante pour cent des enfants s'inscrivent encore à l'école libre, les événements qu'ils ont longtemps commandés leur échappent, et la crise de la foi n'épargne pas les vocations religieuses ; il y a eu seulement quinze ordinations en 1974, quarante en 1975, huit depuis le début de cette année. Cherchant à retrouver les âmes perdues, de jeunes prêtres se lancent dans l'action syndicale. C'est par exemple un prêtre ouvrier qui a initié le syndicat C.G.T. de Justice Trans-océan de Brest. D'autres ont poussé si loin le sentiment régionaliste qu'à plusieurs reprises des enquêtes de police se sont terminées dans des presbytères, et que plusieurs prêtres ont fait pénitence en prison. Cette contestation autonomiste n'est pas nouvelle. Elle repose à la fois sur le sentiment très légitime et très noble de sauvegarder la culture bretonne et, au départ du moins, sur un grand nombre d'affirmations historiques. En bref, les Bretons, peuple celle chassé de l'île de Bretagne (l'Angleterre) par les Angles et les Saxons, auraient débouqué, au VI^e siècle, de leurs currachs, barques d'osier recouvertes de cuir, dans l'Armorique pratiquement déserte à un moment où dans la Gaule, les autres Celtes auraient été mystérieusement transformés en Gallo-Romains. « Un foyer celtique s'est rallumé, a écrit le poète Le Braz, dont la flamme

REGION

Six cent mille personnes ont encore le breton pour langue principale

ne devait plus mourir. » La vérité est sans doute moins romantique. D'abord, on ne croit plus à la transmutation spontanée des Gaulois en Gallo-Romains ; les Gaulois sont restés les Gaulois même et la langue romaine s'est imposée à eux comme langue véhiculaire, et l'Armorique n'était pas déserte. D'autres légendes en témoignent. Endos d'un mur et dalle de pierres, il y a à Lanrivovar un cimetière où 7 847 saints sont enterrés ensemble ; ces saints bretons, selon la tradition, ont été massacrés par une peuplade païenne voisine. Ce qui paraît incontestable, c'est que les Bretons, Celtes profondément christianisés et conduits par des guerriers ou des moines, ou par des moines guerriers, ont éliminé ou assimilé les Celtes païens — lesquels avaient probablement eux-mêmes dominé une autre population dont nous ne savons pratiquement rien. Puis ils quadrillèrent leur nouveau pays de monastères (tann) et de paroisses (plou). Il est vraisemblable que ce fut une colonisation très chrétienne.

Plus sérieuses que les légendes historiques, sont les accusations de René Denis, professeur à la section celtique de la faculté des Lettres de Rennes, bien que son propos soit emporté par la passion : « Le pouvoir, dit-il, entend détruire la culture bretonne. Paris veut faire disparaître les Bretons en tant que peuple. C'est un combat pour la vie contre le pouvoir impérialiste le plus déterminé du siècle. Même Franco avait été plus libéral envers les langues basque, catalane et galicienne. » René Denis se plaint non sans raison de toutes les contraintes et toutes les brimades qu'a subies la langue bretonne, en particulier depuis une centaine d'années. Cette langue bretonne — la bretonnèque — comporte soixante-dix dialectes ; elle s'est imposée dans la moitié ouest de la péninsule. A l'est d'une ligne Vannes-Saint-Brieuc, on parlait un patois proche du romain, le gallo. Aujourd'hui, environ cinq à six cent mille personnes utilisent le breton comme langue principale et trois cent mille s'en servent occasionnellement, tandis que huit à dix mille personnes suivent les cours de breton. Ces chiffres, qui risquent de diminuer très rapidement avec l'exode rural, le désenclavement, l'évolution économique et la télévision, sont proportionnellement plus élevés que ceux que l'on rencontre en Irlande. Au recensement de 1971, 789 423 Irlandais sur 3 millions avaient répondu

qu'ils « pouvaient » parler le gaélique. En réalité, malgré les efforts des organisations celtiques, ils sont moins de cent mille à le parler couramment. Et pourtant, en Irlande, le gaélique est langue officielle. Les langues, hélas, comme les civilisations, sont mortelles. Dans un livre consacré aux autonomistes, Daniel Chatelain et René Tafani, qui se situent politiquement à l'extrême-gauche, soutiennent, en s'appuyant sur de récentes études universitaires, que les mouvements autonomistes n'ont besoin ni de l'histoire ni forcément d'une langue pour s'affirmer, mais qu'au contraire, ces références au passé trahissent une réaction de type nationaliste, voire poujadiste. Et ils s'en prennent à l'Union Démocratique Bretonne (U.d.b.), qui se déclare socialiste et autonome et a obtenu aux dernières élections cantonales, dans quelques cantons, les meilleurs pourcentages qu'une organisation autonome ait jamais obtenus : jusqu'à sept pour cent. L'U.d.b. avait, affirmait-ils, 14 adhérents en 1964, 83 en 1968, 190 en 1969, et moins de 500 en 1975. Elle serait, d'après eux, composée à 78 % d'étudiants, d'enseignants et de cadres, mais n'y figureraient ni paysans ni ouvriers. Pour les auteurs du livre, les poussées autonomistes correspondent en réalité à des périodes de crise sociale et de mutations brusques, et ont le tort de détourner d'une prise de conscience révolutionnaire. Quelle que soit la vérité sur les autonomistes et l'avenir de leur exigence, ils pouvaient en un sens — c'est vrai — se considérer comme des colonisés. La surdité prolongée de Paris à l'endroit des revendications bretonnes, le lourd tribut en vies humaines payé pendant la guerre de 1914, le fait que la Bretagne ait été utilisée, consciemment ou non, comme un réservoir de main-d'œuvre, son sous-développement d'hier et jusqu'aux structures de sa population il y a vingt ans encore, tout correspondait assez bien aux caractéristiques économiques d'une situation coloniale.

Les structures sociales, nous l'avons vu, viennent de changer, mais il serait imprudent de s'en réjouir sans mesurer les dangers qui peuvent remettre en cause le nouveau breton. D'abord, il est dû pour une bonne part à une injection exceptionnelle de subventions et de crédits. L'agriculture bretonne est certainement, depuis dix ans environ, la plus soutenue de France, et il en va de même, à un moindre niveau, pour l'industrie. Qui dit crédit dit endettement. Beaucoup d'agriculteurs estiment que leurs revenus ont baissé ces toutes dernières années — ce qui rend l'endettement plus difficile à supporter et plus inquiétant. Quant à l'industrie, qui devra créer encore de nouveaux emplois et s'implanter davantage à l'intérieur des terres,



La victoire de Gourvennec (au 1er plan) ici au marché de Saint-Pol-de-Léon : les producteurs membres de la S.I.C.A. (site d'intérêt collectif agricole) fixent les prix.



A Saint-Malo, on a construit un port avancé. Le G.g. Gourvennec exploite aussi une ferme de 80 ha. Contre la S.I.C.A. de Gourvennec : un tract gauchiste.

ALEXIS GOURVENNEC a été, presque adolescent, maintenant un des leaders de la coopération agricole. A la tête de la S.I.C.A., qui groupe 4 300 agriculteurs, il exporte vers l'Irlande et l'Angleterre ce qu'il a créé, les Brittany Ferries : elle possède ses propres navires.

elle doit résorber de nombreux points noirs. La crise de la chaux frappe Fougères, mais Brest est durement atteint aussi. Le port avait misé sur l'entretien et la réparation des pétroliers géants ; il s'est équipé en conséquence ; le malheur est que les pétroliers désarmés les uns après les autres, et pendant trois semaines on n'en a pas vu un seul. Résultat : des milliers de chômeurs. L'activité de l'arsenal elle-même est touchée et la durée du travail hebdomadaire a diminué de 43 heures à 41 heures 30 ; le commerce à son tour en souffre. « Il est vrai, reconnaît Yves Sabouret, maire de Saint-Cast et suppléant de René Pleven, que depuis trois ans le développement stagne. » Yves Le Foll, député-maire socialiste de Saint-Brieuc, constate un certain mécontentement à cause de la crise et du chômage qui ont touché les régions les plus fragiles : « A cause aussi de deux éléments déterminants que les Bretons ne peuvent accepter. Le premier est que trop d'entreprises se sont implantées en laissant leurs centres de décision à Paris, si bien que nous n'avons pas en Bretagne de débouchés pour les cadres que nous formons ; le second, c'est que les Bretons acceptent tous les travaux à n'importe quel prix, et ils en ont assez... »

Le vrai problème breton de demain ne se localisera ni à la ferme ni à l'usine. Agriculture, ou industrie, le train est sur les rails, il ira de crise en crise comme on va de gare en gare, mais il ira de l'avant, plus ou moins vite. Après avoir compté trente à cinquante ans de retard, la Bretagne est, comme on dit, dans la course, et les vertus bretonnes de travail et d'obstination lui assureront une place dans le peloton de tête, nonobstant tous les pessimistes qui sont mal remis de situations d'années d'humiliations ou d'amours déçus. Le vrai problème reside maintenant à l'université. Que vont devenir ces étudiants auxquels, par une juste revanche sur le passé, ont été largement ouvertes les portes des trois universités de Rennes, de Brest et de Nantes. Déjà c'est chez eux que se recrute la majorité des nouveaux autonomistes. Leur avenir constitue et constituera pour la Bretagne, le problème n° 1. « Il ne faut pas crier au miracle », affirme Yves Sabouret. « Les Bretons, répond comme en écho Charles Josselin, député des Côtes-du-Nord, ne sont pas cartésiens. Dans le pays de Vannes, on a retrouvé des pièces datant de l'occupation romaine frappées par des Bretons : elles représentaient des chevaux à cinq pattes. » S'il existe un pays où à la rigueur on peut croire au miracle, c'est donc la Bretagne, une fois qu'elle aura exorcisé les démons du doute, et qu'elle se retournera sans cesse vers le passé, elle marchera droit devant elle, en regardant l'avenir en face.

JACK CHARGELEAUE